

Solidaires



7^{ème} congrès de Sud Recherche EPST sète

13 - 17 mars 2023

Bilan d'activités

En octobre 2019 à l'issue de notre congrès, nous nous étions quitté-es, avec en ligne de mire :

- **Un projet de réforme des retraites (à points)**
- **L'urgence climatique qui se fait de plus en plus sentir**
- **L'annonce d'une future loi de programmation pluriannuelle pour la recherche (on l'appelait encore la LPPR) avec la sortie des 3 rapports des groupes de travail**
- **Deux EPST qui s'apprêtent à fusionner, un autre qui s'apprête à être absorbé dans un établissement public expérimental**

Et on venait de se prendre la loi de transformation de la fonction publique, sortie en plein mois d'août et dont les premiers effets allaient être applicables dès le 1^{er} janvier 2020.

... A part ça, tout allait bien ...

La résistance s'organisait ... et elle se voulait plus globale !

Nos résistances sont multiples et porteuses d'une même valeur :

Tribune signée par Solidaires, au côté de nombreuses associations, organisations.

TRIBUNE 2 DÉC. 2019

Pour le climat, soutenons la grève du 5 décembre

«Nos résistances sont multiples, et porteuses des mêmes valeurs». Pour une transformation profonde de notre société, des associations et collectifs en lutte contre le dérèglement climatique joignent leur colère à celle des salariés et des syndicalistes. Ils lancent un appel de soutien à la grève du 5 décembre: «La justice, l'égalité et l'urgence à agir, doivent être au cœur de nos mobilisations».



Le 5 décembre 2019 se devait d'être un grosse journée d'action interprofessionnelle...



Le 5 décembre 2019 se devait d'être un grosse journée d'action interprofessionnelle...



... et c'était plutôt réussi !

POLITIQUE • MOBILISATION CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

Grève du 5 décembre : cortèges massifs contre la « casse du système social », grèves reconduites... retour sur la journée de manifestations

Au moins 806 000 personnes ont participé à la journée de grève contre la réforme des retraites à travers le pays, une affluence dont se félicitent les syndicats.

Le Monde

Publié le 05 décembre 2019 à 16h10, mis à jour le 06 décembre 2019 à 07h55 · 🕒 Lecture 5 min.

Et du coup on rempilait le 17 décembre 2019 ...



***TOUS ENSEMBLE LE 17 DECEMBRE
CONTRE LE PROJET DE REFORME DES RETRAITES.***

Suite au succès du 5 décembre, la mobilisation s'amplifie, et après la RATP et la SNCF, la grève pour le retrait de la réforme des retraites s'élargit à de nouveaux secteurs. ***Salarié.e.s du public comme du privé, retraité.e.s, étudiant.e.s, lycéen.ne.s, tous peuvent et doivent rejoindre ce mouvement.***

En janvier 2020 ça continue ...



**Après l'enfumage sur « l'âge pivot »
rebaptisé « d'équilibre »,
la mobilisation retraite continue :
Manifestations interprofessionnelles ce jeudi 16 !**



En janvier 2020 ça continue ...



**Après l'enfumage sur « l'âge pivot »
rebaptisé « d'équilibre »,
la mobilisation retraite continue :
Manifestations interprofessionnelles ce jeudi 16 !**



en février aussi ... et on y associe la mobilisation contre la LP(P)R



**Mobilisé-es ce jeudi 6 février contre les projets de loi régressifs :
Retraite et Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR)**

Le gouvernement tente toujours de passer en force son projet de retraite universelle par points.



Difficile de passer sous silence l'escalade de violences policières qui ne font que s'accroître depuis les premières manifestations contre la loi travail



Non à l'escalade de la violence policière

Les organisations syndicales de l'Enseignement Supérieur et la Recherche soussignées affirment leur entier soutien à Gilles Martinet, doctorant en géographie de l'université Paris-III et ATER à l'UPEC, victime d'un acte de violence policière lors de la manifestation pacifique contre le projet de LPPR à l'occasion de la cérémonie des vœux de la ministre de l'ESRI le 21 janvier à la place du Trocadéro.

Nous dénonçons vivement la politique du gouvernement qui, face à la mobilisation des salarié.e.s et des étudiant.e.s, a comme seule réponse le recours systématique aux violences policières commises à l'encontre des manifestant.e.s.

Et pendant ce temps là ...

COMMUNIQUÉ DU 9 JANVIER 2020



**Fusion INRA - IRSTEA
& création de l'INRAAE :
Pas de quoi pavoiser !**

Et voilà, c'est « fait ». Sur le papier, un « nouvel institut » existe depuis le 1^{er} janvier 2020 : l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAAE), décliné comme une lessive sous son nom de marque, INRAE.

En ce 9 janvier 2020, les ministres de tutelle de l'Institut (Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation) et Didier Guillaume (ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation), le PDG de l'institut (Philippe Mauguin) et l'ancien PDG de l'IRSTEA (Marc Michel), organisent une cérémonie pour se féliciter de la création de ce nouvel institut en compagnie de quelques invités triés sur le volet¹. Mais qu'en est-il réellement ?

.../...

.../...

En ce jour de mobilisation contre le projet de réforme des retraites, nous dénonçons, en même temps que l'arnaque sur les retraites, l'arnaque sur la recherche pour l'environnement et l'agriculture. Et ce ne sont pas les promesses d'une loi de programmation pluriannuelle de la recherche « Darwinienne et inégalitaire » qui vont arranger ça ! Décidément, un gouvernement peu soucieux des générations futures !

Il est temps que cela change !

Les représentant-e-s du personnel SUD-Recherche-EPST de l'INRA et de l'IRSTEA...



... mobilisé-e-s

- **contre le projet inique de réforme des retraites,**
- **contre une loi de programmation pluriannuelle de la recherche « Darwinienne et inégalitaire »,**
 - **contre la fusion-absorption à marche forcée et sans moyens nouveaux,**
 - **et pour une véritable politique de recherche publique non marchande, tournée vers les questions environnementales et sociales**

**Et pendant ce temps là ...
on invente une université « nationale » et on fait disparaître
un autre EPST, l'IFSTTAR**



**Mal conçu, mal préparé, mal mis en œuvre :
le projet de l'université Gustave Eiffel tel que nous le voyons**

.../...

Et du côté de LPR ...
le 5 mars 2020 la mobilisation dans l'ESR est à son comble



**Pour la défense du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR)
Pour défendre nos statuts, nos conditions de travail et
pour des rémunérations à la hauteur !**

**L'université et la recherche s'arrêtent à compter du 5 mars :
Toutes et tous en grève !**

Puis vint le Covid ...



Frédérique Vidal réunit les conférences d'établissements ainsi que les organisations syndicales et étudiantes, sur le Covid-19 ; c'était le 13 mars 2020 ; on a réchappé au cluster, mais ça aurait pu ! Elle nous annonce que les établissements vont être fermés aux étudiant-es qui doivent rentrer chez eux (s'ils le peuvent), mais que le personnel va continuer à venir travailler... C'était le vendredi, le Mardi nous étions toutes et tous confiné-es.

Puis vint le Covid ... et un premier confinement

Et nous avons dû apprendre à travailler autrement, à vivre autrement.

Après de multiples alertes, la grande précarité des étudiantes et des étudiants a fini par faire la une des médias.

La ministre essaie de mettre en place des réunions régulières sur l'air de « *tout va très bien Madame la Marquise* », réunions qui vont peu à peu s'espacer. Elle laisse la place à la DGRH, qui a comme mission de profiter de la situation sanitaire pour faire passer la LPR...

Pendant cette période particulière, notre syndicat a rapidement mis en place des webinaires, pour échanger, maintenir le contact entre les adhérentes et les adhérents... ce qui a été plutôt bien accueilli.

Les webinaires confinés de SudRE

3 avril 2020 : Au fait, c'est quoi Sud Recherche EPST ?

10 avril 2020 : Analyse de situation comparée femmes et hommes dans la société, dans l'enseignement supérieur et dans les établissements de recherche

17 Avril 2020 : Les échelles de rémunérations des personnels de statut EPST ;

24 avril 2020 : La LPPR

15 mai 2020 : Des EPST écoresponsables ? Nos labos peuvent-ils diminuer leur empreinte carbone et, plus généralement, leur impact sur l'environnement ?

29 mai 2020 : Quelle « reprise » du « travail » observons-nous pendant ce « déconfinement » ? Quelles revendications ?

5 juin 2020 : LPPR : La Préparer Proprement, la Riposte : quelles luttes et quels outils mettre en place pour reprendre le combat contre les retraites et LPPR ?

7 janvier 2021 : webinaire sur l'islamophobie en vu de la préparation du congrès de Solidaires (définitions et contenus ; histoire du terme et de ses usages depuis le début du 20^e siècle ; enjeux actuels pour le mouvement social et les luttes émancipatrices)

21 novembre 2022 : Échanges autour de la sobriété, des économies d'énergie et de nos revendications

La liste santé-travail de SudRE : un bon outil d'échange et de construction de revendications pendant la période

QUI SOMMES-NOUS ?	ADHÉSION ET CONTACTS	EXPRESSIONS SUD-RECH	LES BRANCHES	EXPRESSIONS DES SECTIONS	COMMISSIONS E
LIENS SOLIDAIRES	COVID-19 : « URGENCES, RESPONSABILITÉS, VIGILANCE ET DROITS »		LPPR		

[Accueil du site](#) > [COVID-19 : « Urgences, responsabilités, vigilance et droits »](#) > [Coronavirus : les aspects de prévention, dans les unités](#)

Coronavirus : les aspects de prévention, dans les unités comme à la maison.

Mercredi 1er avril 2020 , popularité : 10%

[COVID-19 : « Urgences, responsabilités, vigilance et droits »](#) |

Voici une liste de questions que nous avons préparée pour interpeller les directions dans les différents CHSCT sur els actions de prévention à mener.

À l'issu des premières réunions tenues, il nous a semblé également utile de sensibiliser les directions d'unité pour qu'elles se penchent sur certains aspects sans attendre de disposer de « Plan de Continuité d'Activité » (PCA) complètement finalisés.

Suggestions de questions à poser en CHSCT

(à décliner selon les circonstances locales, bien entendus)

CORONAVIRUS AU TRAVAIL

[DROIT DE RETRAIT](#) [SÉCURITÉ](#) [SANTÉ](#) [PROTECTIONS](#)

 **N° VERT** 0 805 37 21 34

DES SYNDICALISTES RÉPONDENT
À VOS QUESTIONS 7J/7 DE 9H À 18H





Communiqué de presse des organisations syndicales de l'enseignement supérieur et de la recherche

Examen en urgence du projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de COVID 19, soumis à l'assemblée nationale le 14 mai 2020.

- Ce projet aborde les prolongations de contrats publics dans les établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche.

.../...

Nous demandons que la prolongation de tous les contrats soit possible sur plusieurs mois au-delà de la fin de l'état d'urgence sanitaire. En effet, les projets seront affectés bien au-delà de l'urgence sanitaire en fonction des disciplines. Cette durée doit être déterminée en fonction des besoins des travaux de recherche qui n'ont pas pu être effectués pendant la période d'urgence sanitaire.

Nous demandons qu'une prise en charge des surcoûts de la masse salariale pour la prolongation des contrats soit budgétée dans le cadre des mesures COVID-19.

La crise sanitaire nous invite à penser un monde d'après...



Et après ?

Mai 2020

**Solidaires est membre fondateur du collectif
« Plus jamais ça » devenu maintenant
Alliance écologique et sociale**

Ça devait arriver ! Avec une recherche « managée » au gré des modes et intérêts du moment, pouvait-on espérer que, par le plus grand des hasards ou grâce à la prescience des jurys de l'ANR, les recherches les plus pertinentes pour une future crise sanitaire soient correctement financées ? Alors que l'hôpital public est systématiquement attaqué par tous les gouvernements depuis presque trente ans, qui pouvait croire que nous étions encore capables de faire face à une catastrophe majeure ? Nous le clamions, les soignant-e-s le dénonçaient, mais les gouvernements successifs ne voulaient voir que la croissance des marchés financiers !

.../...

**Demain, renvoyons les médiocres et autres excellents devant leurs miroirs
et, dans notre travail comme dans l'ensemble de la société,
tirons enfin les leçons du passé.**

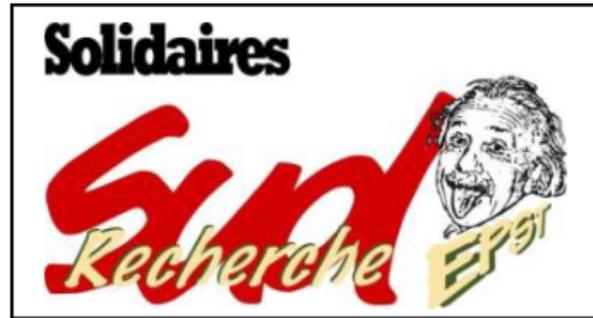
Pour aller plus loin :

La question du jour d'après et comment le préparer au-delà du monde de la recherche :

- <https://solidaires.org/Petition-PlusJamaisCa-signons-PourLeJourDapres>



La crise sanitaire nous invite à penser un monde d'après... Et à redescendre dans la rue dès que possible pour le réclamer !



**Face aux reculs sur le climat,
l'agriculture, la biodiversité :
Avançons, ensemble dans la rue, ce dimanche !**

À l'issue des débats à l'Assemblée nationale, le projet de loi « Climat et Résilience », déjà largement en deçà des 149 propositions de la convention citoyenne pour le climat, préserve les grands équilibres du monde d'avant. Celui-là même qui accroît depuis des années inégalités et précarités, qui est responsable des dérèglements climatiques et de la venue de la crise sanitaire que nous subissons à l'échelle planétaire. En l'état, ce projet de loi qui fait l'impasse sur les mesures sociales nécessaires n'est pas à la hauteur de l'urgence climatique.

Il est clair qu'une transformation radicale de nos modes de production et de consommation est incontournable pour répondre aux exigences et aux urgences sociales et écologiques.

.../...

Mai 2021

Troisième confinement...

Communiqué de presse

Paris, le 2 avril 2021

La ministre F. Vidal écoute mais n'entend pas

La ministre F. Vidal recevait ce jeudi 1^{er} avril les organisations syndicales du personnel de l'enseignement supérieur, de la recherche et des CROUS pour donner des précisions suite au discours d'Emmanuel Macron. Précisions attendues, compte-tenu des propos lapidaires (quelques secondes !) qu'il a octroyés à près de 3 millions d'étudiant-e-s et de collègues de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR).

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la ministre partage avec le président de la République une grave propension à l'auto-satisfaction et à l'aveuglement. Après un an de confinement et de quasi-fermeture des universités, ne voient-ils toujours pas les conséquences parfois dramatiques pour les étudiant-e-s mais aussi pour le personnel ?

éducation
Sud

Sud
Recherche 

Union
syndicale
Solidaires

FACE AU COVID-19

OÙ SONT

LES CRÉATIONS DE POSTES

DANS LES SERVICES
PUBLICS



Union
syndicale
Solidaires

FACE AU COVID-19

OÙ SONT LES LITS

DE RÉANIMATION

SUPPLÉMENTAIRES



Union
syndicale
Solidaires

Mais pendant ce temps là, au lieu de se préoccuper de la détresse des étudiantes et étudiants, F. Vidal fréquente des plateaux peu fréquentables et surfe sur les discours nauséabonds de son collègue Blanquer...

"Islamogauchisme" à l'université : F. Vidal va demander à l'alliance Athéna d'enquêter sur "l'ensemble des courants"

Interrogée par Jean-Pierre Elkabbach sur "l'islamogauchisme" qui "gangrène" l'université, le 14 février 2021 sur Cnews, Frédérique Vidal annonce qu'elle va demander "notamment au CNRS" de faire une enquête sur "l'ensemble des courants de recherche sur ces sujets à l'université, de manière à ce qu'on puisse distinguer ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion". "Le principe de l'université, c'est l'évaluation par les pairs, alors allons-y (...)". Le MESRI précise à AEF info le 16 février que "l'étude scientifique sera portée par l'alliance Athéna".



En réponse, les appels à démission de F. Vidal se multiplient ...

éducation
Sud

Sud
Recherche

Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 18 février 2021

Vidal porte atteinte à la liberté de recherche des universitaires : un tel obscurantisme est inadmissible, la ministre Vidal doit partir !

Dimanche 14 février, sur un plateau télé de CNEWS (chaîne sur laquelle un animateur a par ailleurs été condamné à plusieurs reprises pour incitation à la haine raciale) la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Frédérique Vidal, interrogée par Jean-Pierre Elkabbach à propos de l'article « *Comment l'islamo-gauchisme gangrène les universités* » du *Figaro* (12/02) déclarait : « *Moi je pense que l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble et que l'université n'est pas imperméable, [elle] fait partie de la société* ». Elle a an-

.../...

Entre deux confinements le gouvernement en profite pour faire une loi liberticide, qu'il osera appeler loi de sécurité globale « préservant les libertés »
Elle sera publiée en mai 2021 mais certains articles seront retoqués par le conseil constitutionnel !



Dans un tel contexte, on sait hélas qui tire les marrons du feu ...

Dans un tel contexte, on sait hélas qui tire les marrons du feu ...

un an plus tard ...

Dans un tel contexte, on sait hélas qui tire les marrons du feu ...

un an plus tard ...

**Samedi
16 avril**

NON

À L'EXTRÊME

DROITE

Union
syndicale
Solidaires

**LE PEN =
ESCROQUERIE
SOCIALE**

Union
syndicale
Solidaires

CONTRE L'EXTRÊME
DROITE
ET SES IDÉES

**PAS DE MARINE
LE PEN À L'ÉLYSÉE**

Union
syndicale
Solidaires

Le 24 février 2022 Poutine envoie ses troupes sur l'ukraine...



NON À LA GUERRE EN UKRAINE.

**RETRAIT DES TROUPES RUSSES ET SOLIDARITÉ
AVEC LES PEUPLES VICTIMES DES POLITIQUES GUERRIÈRES.**

**Et on parle de plus en plus de crise énergétique ...
Le CNRS, comme le gouvernement, a choisi son camp :
ce sera, celui du nucléaire**

Solidaires



Indépendance énergétique et indépendance ... de la recherche publique ?

Communiqué du syndicat Sud Recherche EPST du lundi 4 juillet 2022

Le 22 juin 2022, le CNRS, l'Université de Lorraine, et Orano, ont annoncé en grande pompe la création d'un laboratoire commun, un LabCom, nouveau diminutif préféré du président du CNRS. Cette structure regroupant deux opérateurs publics de recherche et la société anonyme Orano, héritière d'AREVA, acteur majeur du « marché du nucléaire » international. Ce laboratoire nommé CREGU, basé à Nancy, se veut la « nouvelle interface de recherche sur l'uranium ». L'objectif qui lui est assigné est de « développer des approches et des procédés plus performants pour la découverte et l'exploitation de nouvelles ressources en uranium ».

30 mars 2022 : Premières assises de la précarité dans l'ESR

C'est un succès mais nous devons veiller à ce que ça se transforme en de vraies actions car les collectifs de précaires ont des urgences qu'on ne peut ignorer



ASSISES DE LA PRÉCARITÉ DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

Communiqué de presse du 31 mars 2022

Ce 30 mars 2022 ont eu lieu pour la première fois les *Assises de la précarité dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche*, comprenant les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, l'Alternative et l'UNEF et différents collectifs de précaires locaux ou nationaux. Elles répondent à une urgence : le taux de contractuel·les dépasse 30% dans nos établissements et organismes, soit le taux le plus élevé de toute la fonction publique d'État. La campagne présidentielle n'a pas suffisamment évoqué cette question mais plusieurs candidat·es proposent un vaste plan de titularisation dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR). Ces assises ont pu mettre en lumière des luttes locales victorieuses contre la précarisation à outrance, notamment des vacataires et des contractuel·les pour leur rémunération - parfois inférieure au SMIC ! - et leurs conditions de travail.

En 2022 la question des salaires est au cœur des multiples mobilisations



8 mars - 17 mars :

Agir pour l'égalité salariale et l'augmentation indispensable et urgente des rémunérations, des bourses et des pensions

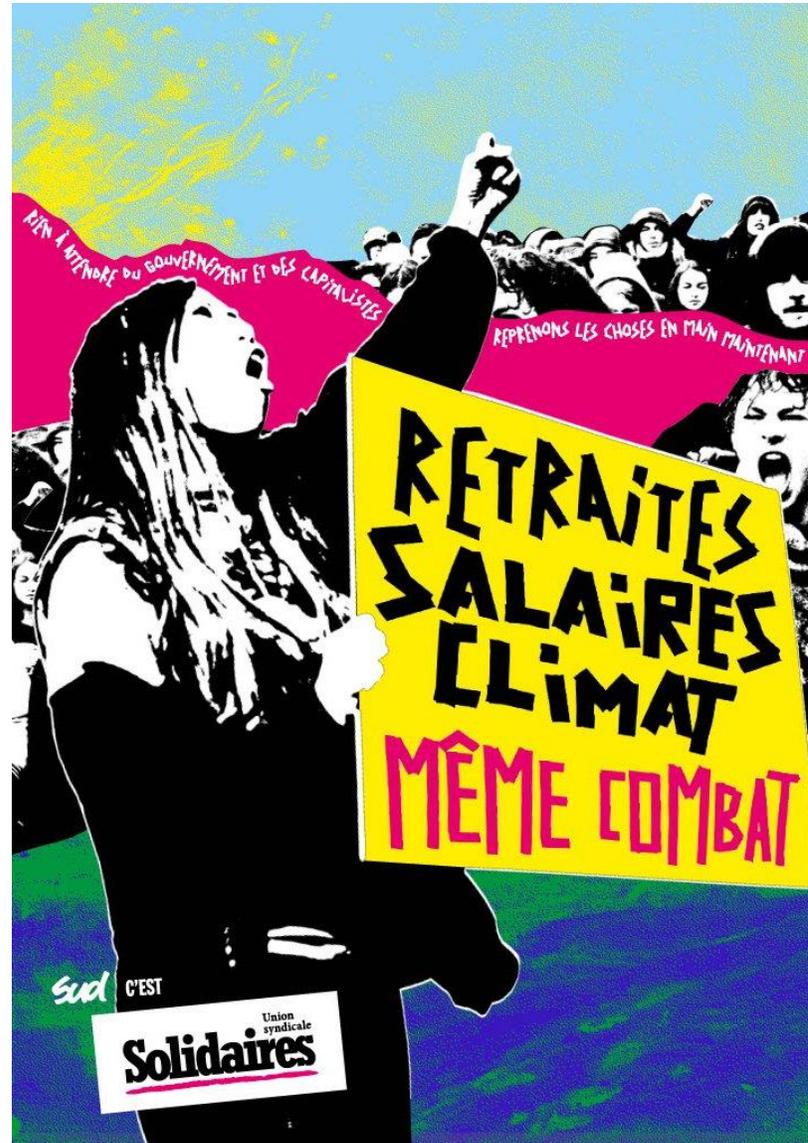
Les constats sont implacables : en janvier 2022, l'inflation sur un an en France atteint 2,9 % avec une forte hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires qui pèse de façon particulièrement importante sur les bas salaires. Face à cette réalité, la politique de gel de la valeur du point d'indice (20 % de perte de pouvoir d'achat depuis 2000) a conduit à l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la fonction publique : dégradation du pouvoir d'achat, baisse de l'attractivité, départs trop nombreux, difficultés de recrutement, sentiment de déclassement, etc.



Mobilisations et grèves le 18 octobre pour l'augmentation des salaires et la défense du droit de grève

Que ce soit dans les raffineries, l'agroalimentaire, les crèches, les transports publics, l'énergie et nucléaire, les organismes sociaux, les banque-assurances, les services informatiques, la maintenance industrielle, l'éducation, la santé, le commerce, la métallurgie... les salarié.e.s de très nombreux secteurs professionnels se mobilisent depuis des mois dans leurs entreprises ou leurs services pour revendiquer et gagner de légitimes augmentations de salaire, de meilleures conditions de travail, des emplois de qualité. Les jeunes se mobilisent aussi, pour leurs conditions de vie et d'études ainsi que pour une réforme des bourses ambitieuse.

Ces mobilisations pour les salaires préparent le terrain de la mobilisation contre la réforme des retraites qui se profile



Décembre 2022 : élections professionnelles fonction publique ... avec le recours massif au vote électronique.

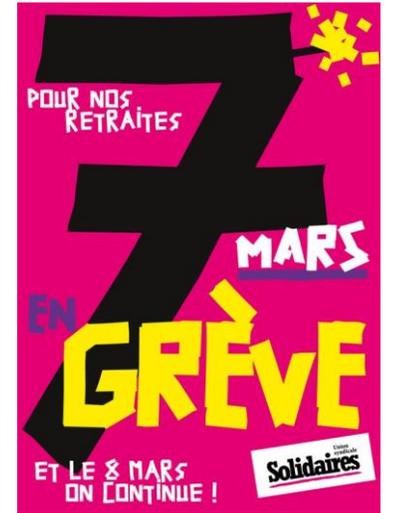
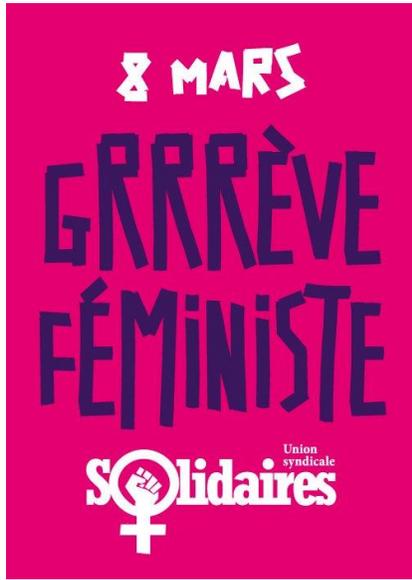


**Votons pour une autre université,
une autre recherche,
pour une autre société.**

Et depuis le 19 janvier...

Et depuis le 19 janvier...

on est là ...



SAMEDI 11 + MERCREDI 15
EN GRÈVE & EN MANIF
POUR NOS RETRAITES !

DÉFENDONS
NOS
RETRAITES
sud c'est
Union syndicale
Solidaires



Petit Focus

Du côté de la LPR ...

Du côté de la LPR...

On ne comptera pas le nombre de réunions que l'on va subir sur la période, que ce soit en amont de la publication de la Loi, jusqu'au fameux CNESER qui laissera des souvenirs mémorables à notre représentant...

Ou après la promulgation de la Loi le 24 décembre 2020, lorsqu'il y a eu le [protocole « carrière et rémunération » issu de la loi](#), ainsi que les multiples [textes d'application de la Loi](#), et même des textes de simplification de la Loi !

Afin d'assurer une transparence totale, des comptes-rendus de ces multiples échanges (bilatérales, multilatérales, avec la ministre ou – surtout - avec la DGRH, comités techniques ministériels, etc) mais aussi des diaporamas d'analyse ont été mis à disposition de toutes et tous sur notre site. On va notamment les trouver [ici](#) et [là](#).

Du côté de la LPR...

Ça a commencé par les 3 groupes de travail => nous avons élaboré un **diaporama d'analyse des différentes propositions**, déjà présenté en avant-première au précédent congrès :

Les propositions des groupes de travail pour le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche : une analyse de Sud Recherche EPST

Nous avons repris ici (copier/coller) les conclusions ainsi que certains constats des rapports des groupes de travail que l'on peut trouver ici :

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid145221/restitution-des-travaux-des-groupes-de-travail-pour-un-projet-de-loi-de-programmation-pluriannuelle-de-la-recherche.html>

Code couleur :

Entouré en vert = constat partagé

Entouré en bleu = Oui MAIS (les risques sont en général explicité dans des commentaires)

Entouré en Rouge = Carrément pas d'accord !!!



Le 19 mars 2020, Macron annonce 5Md d'€ pour la recherche d'ici 10 ans !

Notre réponse : 5Md, ce n'est même pas le minimum !



5 Milliards d'€ pour la recherche...
Ce n'est même pas le minimum !



Le 19 mars, le président E. Macron a annoncé une augmentation de 5 milliards d'€ du budget de la recherche sur twitter... en 2030. Outre le fait que d'ici 2030, deux élections présidentielles auront eu lieu, on peut s'interroger sur ce que représente une telle somme et la manière dont il est prévu qu'elle soit distribuée. Le [dossier de presse](#) du ministère du 25 mars 2020 apporte quelques éléments concernant ce dernier point. En parallèle, la Direction générale des ressources humaines (DGRH) du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) nous a donné quelques précisions complémentaires lors de réunions bilatérales (cf. nos comptes-rendus [ici](#)).

Mais tout d'abord, que représentent ces 5 Milliards ?

LPPR : Avril 2020, où en est-on ? Que sait-on ? Pourquoi doit-on toujours se mobiliser ?

Notre diaporama d'avril 2020 pour expliquer le contenu de la future loi :

Projet de loi de programmation de la recherche (LPPR)

Où en est-on ?

Ce qu'il devrait y avoir dans le texte...

... Et ce qui n'y sera probablement pas...

LPPR : Juin 2020, passage au pas de charge devant les instances : Le SNPTES, l'unsa et une partie de la CFDT y soutiendront la loi



Les remerciements du gouvernement à la communauté scientifique :
de nouveaux statuts précaires et de la compétition à tous les étages.

Alors que l'état d'urgence sanitaire est toujours en vigueur, que nous sommes encore en phase de déconfinement et bien loin d'être revenu-e-s à la normale, l'urgence du gouvernement est de faire passer la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (la fameuse LPPR) : nous venons d'être informé-e-s que le projet de loi va passer au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) le 12 juin et au Comité technique du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (CT-MESRI) le 17 juin, dernière étape avant de le transmettre au parlement.

La LPPR nous était annoncée comme une loi ambitieuse, « *un levier historique pour réussir la reconquête scientifique de la France* ». Des réunions ont eu lieu avec les organisations syndicales depuis l'automne 2019 pour parler de ce projet de loi qui visiblement est loin de faire l'unanimité, ou alors peut-être l'unanimité contre (voir nos comptes rendus et analyses : [ici](#), [ici](#) et [ici](#)). Le 16 mars, lorsqu'a commencé le confinement, de très nombreuses facs et labos étaient en lutte pour demander l'abandon de ce projet de loi qui introduira très probablement de nouveaux statuts précaires et de la compétition à tous les étages.

LPR : septembre 2020, on nous annonce un protocole « carrières et rémunérations », prix des tractations nocturnes entre la ministre et les syndicats qui ont soutenu le projet de loi au CNESER

Solidaires



Projet de protocole « relatif à l'amélioration des rémunérations et des carrières » :
arnaques, chantages et mensonges

Ressorti du placard avant même la fin de l'état d'urgence sanitaire, le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) a muté et avance désormais masqué en loi de programmation de la recherche (LPR). Dernier rebondissement en la matière, un projet de « protocole d'accord » a été proposé par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (ESRI) sur le versant rémunération de cette loi. Au-delà des diverses manœuvres du gouvernement pour faire passer le projet, ce projet de protocole est avant tout une opération de chantage, basée sur des arnaques et des mensonges.

LPR : septembre 2020, on nous annonce un protocole « carrières et rémunérations », prix des tractations nocturnes entre la ministre et les syndicats qui ont soutenu le projet de loi au CNESER

Solidaires



**Projet de protocole « relatif à l'amélioration des rémunérations et des carrières » :
arnaques, chantages et mensonges**

Ressorti du placard avant même la fin de l'état d'urgence sanitaire, le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) a muté et avance désormais masqué en loi de programmation de la recherche (LPR). Dernier rebondissement en la matière, un projet de « protocole d'accord » a été proposé par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (ESRI) sur le versant rémunération de cette loi. Au-delà des diverses manœuvres du gouvernement pour faire passer le projet, ce projet de protocole est avant tout une opération de chantage, basée sur des arnaques et des mensonges.

Nous ne le signerons pas, ni d'ailleurs la CGT, FO et la FSU. Mais il sera tout de même majoritaire grâce à la signature du SNPTES, de l'unsa et de la CFDT

LPR : La loi est finalement publiée le 24 décembre 2020



LPR : La loi est finalement publiée le 24 décembre 2020



Et viennent ensuite les textes d'application... et il y en a pas mal, et ça fait mal !

Notre mini-série : la LPR en pire

à propos de la mise en œuvre de la loi

Pire que la LPR, son application

Épisode 1 : Toujours plus de précarité dans l'emploi !

Nous nous concentrerons ici sur les deux premiers projets de décret communiqués qui concernent le **CDI de mission**¹ et le **contrat post-doctoral**².

Solidaires



La LPR en pire !

On vous avait promis une suite, la voici !

Pire que la LPR, son application

Épisode 2 : Ça a la couleur du Rifseep, ça a l'odeur du Rifseep,
mais ça s'appelle le Ripec

EN PIRE

La LPR en pire !

Et voici le troisième épisode !

Pire que la LPR, son application. Épisode 3 : Chères chaires

Rapide Focus

Sur trois dossiers portés récemment

Communiqué du 5 septembre 2022



Prions infectieux, après une année de moratoire, avancer sur les enjeux :
Améliorer la prévention dans les labos & Regagner la confiance du collectif de travail

Communiqué du 20 octobre 2022



Pour la sauvegarde du site de Grignon et des terres de Saclay...

.../...

**Samedi 22 octobre,
sur le plateau de Saclay,
stoppons le saccage
des terres agricoles
en Ile-de-France !
#TerminusSaclay**



contact@sud-rural.org contact@sud-recherche.org fede@sudeducation.org solidaires91@free.fr

Union
syndicale
Solidaires



Harcèlement sexuel au musée du Quai Branly : stop à l'impunité !

FOCUS

**sur les élections professionnelles de
décembre 2022**

Élections professionnelles 2022 CSA-MESR

	2022			2018			2014		
Inscrits	270977			270047			265236		
Votants	52025	19,20%		82832	30,67%		91478	34,49%	
Exprimés	48997	18,08%		77895	28,84%		86564	32,64%	

		2022			2018			2014		
				# sièges			# sièges			# sièges
Sud/Solidaires		3651	7,45%	1	5552	7,13%	1	6245	7,21%	1
CGT		8872	18,11%	3	14493	18,61%	3	15977	18,46%	4
FSU		8687	17,73%	3	10229	13,13%	2	11870	13,71%	2
Unsa-SNPTEs	Unsa-Educ	11828	24,14%	4	16457	21,13%	4	14844	17,15%	3
Unsa-SNPTEs					7107	9,12%	1	8846	10,22%	1
Sgen-CFDT		8424	17,19%	3	12987	16,67%	3	13347	15,42%	3
CGC		569	1,16%	0	1200	1,54%	0	2149	2,48%	0
FO		3706	7,56%	1	4965	6,37%	1	6420	7,42%	1
CFTC		974	1,99%	0	2058	2,64%	0	3256	3,76%	0
SNALC		935	1,91%	0	1304	1,67%	0	1705	1,97%	0
Splén-Sup CSEN		322	0,66%	0						
SAGES		919	1,88%	0	890	1,14%	0	1350	1,56%	0
SPEG		110	0,22%	0	653	0,84%	0	555	0,64%	0

Élections professionnelles 2022 - CSA des établissements

	2022			2018			2014			2011		
Inscrit-es	29593			29228			30927			32771		
Votants	7502	25,35%		8587	29,38%		8567	27,70%		10737	32,76%	
Exprimés	7066	23,88%		8455	28,93%		7957	25,73%		10566	32,24%	

CNRS

	2022			2018			2014			2011		
			# sièges			# sièges			# sièges			# sièges
Sud Recherche EPST	731	10,35%	1	770	9,11%	1	898	11,29%	1	1225	11,59%	1
SNTRS-CGT	1715	24,27%	3	1997	23,62%	3	1803	22,66%	3	2571	24,33%	3
SNCS-FSU	1424	20,15%	2	1406	16,63%	2	1443	18,13%	2	1794	16,98%	2
Unsa-SNPTEs	722	10,22%	1	1184	14,00%	1	1021	12,83%	1	1398	13,23%	1
Sgen-CFDT	1947	27,55%	3	2240	26,49%	3	1698	21,34%	2	1979	18,73%	2
SNIRS-CGC	257	3,64%	0	533	6,30%	0	662	8,32%	1	853	8,07%	1
FO-ESR	270	3,82%	0	325	3,84%	0	432	5,43%	0	746	7,06%	0

INRAE

	2022			2020		
Inscrit-es	10252			10140		
Votants	4708	45,92%		5594	55,17%	
Exprimés	4347	42,40%		4992	49,23%	

	2022			2020		
			# sièges			# sièges
Sud Recherche EPST	875	20,13%	2	933	18,69%	2
CFDT INRAE	1472	33,86%	4	1912	38,30%	4
CGT INRAE	1276	29,35%	3	1278	25,60%	3
CFTC INRAE	518	11,92%	1	533	10,68%	1
FO-ESR	206	4,74%	0	336	6,73%	0

	2022			2018		
Inscrit-es	245			224		
Votants	151	61,63%		131	58,48%	
Exprimés	149	60,82%		129	57,59%	

INED

	2022			2018		
			# sièges			# sièges
Sud Recherche EPST	34	22,82%	1	33	25,58%	1
SNTRS-CGT	42	28,19%	1	48	37,21%	1
Sgen-CFDT	73	48,99%	2	48	37,21%	2

	2022		
Inscrit-es	3030		
Votants	743	24,52%	
Exprimés	708	23,37%	

UGE

	2022		
			# sièges
Sud Recherche EPST	152	21,47%	2
CFDT-FO-SNPTEs-UNSA	331	46,75%	5
FSU-CGT	225	31,78%	3

Élections à venir : le CNESER ...

... Et il faudra des candidates et des candidats !

Vie interne du syndicat

Formations syndicales :

Formations et séminaires internes :

- Visapac (juillet 2021 et juin 2022)
- Représentant-es SudRE en CHSCT (mai 2021)
- EPE (établissements publics expérimentaux) avec Sud éducatif et SESL (avril 2022)
- Webinaires de confinement
- Pas de journées de Toulouse
- Formation des orageuses : organisée mais reportée ! Allez-y !!!

Formations interpro :

- Qu'est-ce que le Cefi et à quoi ça sert ?
- Combien de journées de formation Cefi nos militantes et militants ont-ils fait (on doit pouvoir avoir le chiffre auprès de Claudie ou de Maud)
- Implication dans la vie du Cefi : Maud au bureau, Alain à la commission de contrôle des comptes, Janique à la formation de formateurs CSA ;

Vie interne du syndicat

Participation à Solidaires

- Participation au [Congrès extraordinaire](#) de novembre 2020 à Saint-Denis
- Délégation au [Congrès de Saint Jean de Monts](#) : ceux du CN et ceux qui représentent leur Solidaires départemental
- Implication dans les Solidaires départementaux
- Participation à la Commission fonction publique et aux groupes de travail de cette commission
- Participation au Comité nationaux et aux bureaux nationaux
- Autres commissions : écologie, Femmes, international, handicap, Chômeurs et précaires ...
- Participation au bureau du Cefi
- Commission de gestion, commission des conflits

COMMISSIONS ET GT



S'informer et agir

Connaitre ses droits

Se syndiquer Solidaires

Se former



Compte rendu Bureau du CEFI



Commission juridique de Solidaires



Groupe de travail journal Expressions Solidaires



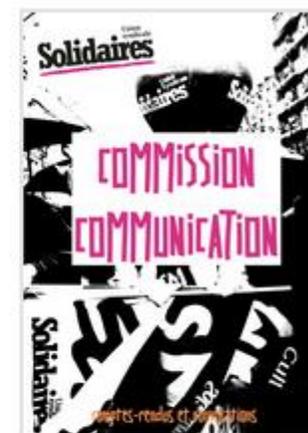
Compte rendu interne UNIRS



Commission Internationale



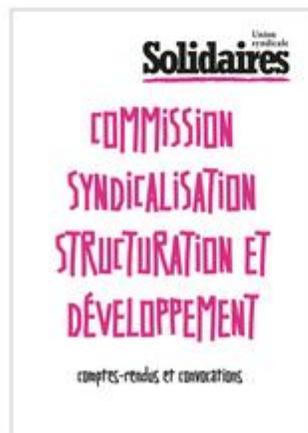
Commission Femmes



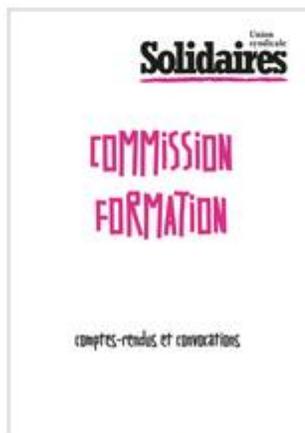
Commission Communication



Groupe de travail Droit et Liberté



Commission syndicalisation, structuration et développement



Commission Formation



Commission santé et conditions de travail

Réunions BN/CN

Un BN visio tous les vendredis matins

1 CN tous les 3 mois dont ½ en « multi-sites » ; les CN sont régulièrement élargis aux CB

Participation aux instances nationales de Solidaires

CN/BN

Congrès

Commission Fonction Publique

Commission Écologie

Bureau du Cefi

INSTANCES NATIONALES



CN/BN 2 Mars 2023
Convocation/Ordre du jour et documents préparatoires



Compte rendu du Comité national
extraordinaire « mobilisation
retraites » du 13 février 2023



Convocation CN Extraordinaire du
13 février 2023 à 12h



Note : Gagner la bataille des
retraites, proposition de porter la
grève reconductible à partir de
début mars

Vie interne du syndicat

Suivi des mandats donnés par le congrès de 2019 :

SPR 13 : Le syndicat se donne les moyens d'organiser des **journées de formation syndicale et d'éducation populaire** sur les articulations entre recherche et société. **(formation avec les orageuses, ...)**

SPR 32 : Au-delà de la loi sur les **lanceurs d'alerte** de 2016, il faut travailler à une meilleure protection de ceux-ci et à la création d'une clause de conscience pour la sauvegarde d'un intérêt général. Le syndicat poursuivra sa réflexion avec les autres intervenants du champ de la recherche. **(=> adhésion et participation à la Maison des lanceurs d'alerte)**

ES-96 : Le conseil national (CN) qui sera issu du congrès initiera une réflexion pour **ne pas tenir compte du mérite dans les concours de recrutement externes** (DR par exemple). **(pas fait)**

MA-11 : D'autre part, afin de favoriser les **échanges entre les branches et le renouvellement de la composition du conseil national**, les réunions de ce dernier seront régulièrement **élargies aux membres des conseils de branche**. **(systématique mais un peu trop implicite peut-être)**

MA-14 : [...] Le conseil national doit donc continuer à rechercher les moyens **d'animer au mieux ces groupes de travail**, comme par exemple le **réseau Santé-Travail**, et relancer en particulier – mais pas uniquement – ceux sur les **statuts ou l'évaluation**. Le réseau « **politique sociale** » reste également à construire. **(à améliorer)**

Pas de « journées de Toulouse » mais **reprise des amendements "rémunérations" toulousains dans le travail du GT « rémunérations » et la nouvelle version de la motion d'orientation soumise au congrès.**

Sujets sur la table (dans un avenir relativement proche)

- **Retraites**
- **Télétravail (signature de l'accord ministériel) et « positions de travail »**
- **Nouvelles instances (CSA/F3SCT)**
- **EPE : sortie de l'expérimentation de certains établissements**
- **Mission Gillet sur la place de EPST dans le paysage de l'ESR**
- **Protection sociale complémentaire (accord à venir)**
- **Un sujet récurrent : la précarité**
- **.../...**